N° 649 MAI 1968 LE NUMERO 2 F

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE

ou ECONOMIE DISTRIBUTIVE de l'ABONDANCE !

REDACTION - ADMINISTRATION : 10, rue de Lancry - Paris 10e Téléphone : 208-75-30

C'est : L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS

ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques,** mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, **pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !**

Le travail devient « Service Social »

Le travail nécessaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse ; la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier des bienfaisants loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le Revenu social est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devient inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voyageurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services. **Plus ils grandissent, plus le Revenu Social augmente.**

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social,** l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et **l'avenir des siens étant assuré,** il peut mourir en paix.

Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est déjà timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse etc.), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification ; le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : **une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.**

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Comme on n'indique ici que les lignes essentielles de l'Economie Distributive, le lecteur peut réclamer le **Manifeste du M.F.A.** Il contient les mesures transitoires.

Le Mouvement Français pour l'Abondance (M.F.A.), a son siège à Paris, 10, rue de Lancry (10e).

Le Mouvement Belge pour l'Abondance (M.B.A.) fournit tous les renseignements concernant la Belgique :

à **Bruxelles :** Permanence les 1er et 3e vendredis de chaque mois de 20 h. à 22 h. au Café Piedbœuf-Bourse, 35, rue Marché-aux-Poulets.

à **Liège :** Réunions chaque 1er mardi du mois de 18 h. à 20 h. Magasin Sesam (1er étage), 1 bis, rue du Mouton Blanc.

Le malheur d'être jeune

par **Jacques DUBOIN**

C'est le titre du beau livre que P. Vaillant-Couturier écrivait il y a juste un tiers de siècle. Qui se doute qu'il est encore d'une brûlante actualité ?

Dans ce livre l'auteur analyse quelques centaines de lettres reçues de jeunes dont la détresse est vraiment poignante.

Il rappelle d'abord que la première guerre mondiale avait tué un million et demi de Français. De ce chef, on enregistra une baisse des naissances d'environ 250.000 enfants des deux sexes chaque année ; mais la France ayant recouvré l'Alsace et la Lorraine, le nombre des naissances redevint normal aux environs de 1921 : 16,3 pour mille, donc un peu plus que dans le reste de l'Europe. Quoi qu'il en soit l'année 1935, correspondant aux naissances de 1915, n'a pu fournir qu'un contingent se soldant par un déficit de 90.000 hommes, ce qui obligea de porter à 2 ans la durée du service militaire. Or nous étions en pleine crise économique mondiale, celle connue sous le nom de la crise des années 30. Le Bureau International du Travail (Genève) recensait 33 millions de chômeurs secourus mais avouait qu'on était loin de les secourir tous. Enfin les jeunes qui n'avaient jamais travaillé n'étaient jamais catalogués comme chômeurs. Dans ces conditions comment espérer trouver un emploi pour ceux qui étaient dans la détresse, alors qu'on éliminait les « vieux » bien qu'ils n'eussent encore que 50 ans ?

P. Vaillant-Couturier souligne que la guerre de 14-18, comme toutes les guerres, avait fait progresser prodigieusement toutes les techniques, car dès qu'il s'agit de tuer, les gouvernements ne lésinent jamais sur la dépense. En conséquence les classes « creuses » du point de vue militaire, étaient des classes « trop pleines » pour la production. On sautait ainsi à pieds joints dans un monde à l'envers puisque la consommation diminuait au moment qu'augmentait la production ! Les jeunes se trouvaient donc être les premières victimes de l'Abondance, car, déjà en 1935, on se plaignait d'avoir trop de blé, trop de fruits et légumes, trop de lait, trop de beurre, trop de viande, trop de vin, trop de tout. Dès cette époque, le travail devient un privilège, précise P. Vaillant-Couturier, alors que le chômage est la mesure du progrès.

Il fait alors le tour de la situation : à la campagne, l'agriculture a trop de bras, elle n'a donc plus besoin de ceux des jeunes. Dans l'industrie, on élimine tous les travailleurs dont la machine fait le travail. Les grands magasins écrasent les petits commerçants qui licencient un grand nombre d'employés.

Mais voici qu'on déplore la « surproduction intellectuelle » et la grande misère des étudiants : ils étaient 29.377 en 1900, ils sont 65.000 en 1927. Dans l'enseignement 2.270 licenciés ès sciences ne trouvent aucun poste en 1935. De nombreux ingénieurs perdent leur emploi ; on se plaint déjà de l'insuffisance des laboratoires. Il y a 7.000 élèves d'Ecoles normales à placer pour 2.000 retraites. P. Vaillant - Couturier signale la situation des jeunes artistes, elle est lamentable...

Il signale le même phénomène en Allemagne où il donne naissance au national-socialisme, et en Italie au fascisme de Mussolini.

En Allemagne, Hitler, après avoir escaladé le pouvoir, enferme jeunes et chômeurs dans des « camps de travail » pour un service obligatoire de six mois, à la fin duquel ils sont militarisés. Dans « Science et Service », organe de l'Université de Berlin, le cours de pédagogie politique (sic) s'ouvre par ces mots : « **Il est possible de résumer ce que signifie le national - socialisme : dans le domaine de l'intelligence, il remplace le type de l'intellectuel par le type du soldat.** » Est-ce clair ?

Le lecteur connait la suite, P. Vaillant-Couturier l'avait d'ailleurs prévue en 1935. L'Allemagne vaincue en 1918 devient la plus grande puissance militaire de l'Europe occidentale. Ce dont profite Hitler en 1945 : il envahit la Pologne, puis la Hollande et la Belgique, puis la France. Il bombarde inutilement l'Angleterre pendant deux ans, puis envahit l'U.R.S.S. Son armée connait enfin la déroute, car les troupes de Staline la reconduisent au-delà de Berlin !

La seconde guerre mondiale dura un peu plus de cinq années ; cependant, grâce aux destructions, le chômage avait à peu près disparu même aux Etats-Unis.

A cet égard Eisenhower est formel : dans un discours prononcé à Preoria le 3 octobre 1952, il déclarait : « **C'est la guerre et non le fair deal** (la nouvelle donne de Roosevelt) **qui a permis de maintenir un degré élevé d'activité économique. Le fait évident est que la seule amélioration depuis 20 ans n'a eu lieu que pendant la période des cinq années qu'a duré la seconde guerre mondiale.** » Je répète : est-ce assez clair ?

*
* *

Et aujourd'hui ? On me permettra d'en référer encore au livre de P. Vaillant-Couturier. Il cite un article paru le 4 février 1935 dans l'Echo de Paris ; on y lit sous la signature de Kérilis : **Les jeunes sont prêts à laisser éclater les colères qui**

grondent (sic). Il avait raison, mais ce sont d'autres jeunes, ceux de 1968, qui finirent par se fâcher pour tout de bon.

Personne ne peut nier que les jeunes s'agitent depuis quelques mois ; en particulier les étudiants de nombreuses nations : aux Etats-Unis, en Angleterre, au Brésil, en Pologne, au Japon, en Italie, en France, même en Espagne où l'on ne s'y attendait guère. Puis, subitement, une flambée de violences se produit en Allemagne fédérale dont le peuple a pourtant la réputation d'être très discipliné. Les cortèges d'étudiants se heurtent à Munich, à Cologne, à Hambourg, même à Berlin, à d'importantes forces de police, et chaque fois c'est la bagarre. Soudain un individu supposé être un ancien nazi, tire trois coups de revolver sur le leader des étudiants, Rudi Dutschke, surnommé le Rouge ; il le blesse à la tête et à la poitrine. Aussitôt redoublement des violences et le sang coule ; 600 étudiants sont arrêtés dont le propre fils du vice-chancelier de l'Allemagne fédérale ! Inutile de décrire l'émotion dans tout le pays. Le gouvernement, stupéfait, a même craint un moment que la situation ne devienne dramatique, révolutionnaire !

Nos grands quotidiens s'empressèrent de nous rassurer : il ne s'agit que d'une toute petite minorité d'agitateurs, « d'enragés » comme on dit à Nanterre. Et François-Poncet, notre ancien ambassadeur à Berlin, qui prétend connaître à fond la mentalité d'outre-Rhin, écrit dans le Figaro : « **Les étudiants allemands aiment la révolte pour la révolte** » (sic). Et de conclure : « **Il appartient plutôt aux adultes de multiplier les contacts avec la jeunesse en colère, de se montrer à son égard indulgents et compréhensifs, de lui ouvrir les yeux sur l'avenir lamentable de réprouvée qu'elle se prépare, de séparer enfin, du milieu où ils se rejoignent, les bons éléments, qui sont les plus nombreux, des mauvais dont les intentions sont suspectes.** » (sic)

Et voilà, recherchons vite un responsable : Moscou ou Walter Ulbricht qui préside aux destinées de l'Allemagne de l'Est ? Son confrère Marcel Gabilly, n'y va pas par quatre chemins : « **L'agitation estudiantine se développe sous les prétextes les plus divers d'une nation occidentale à une autre, mais elle répond indiscutablement aux mots d'ordre des éléments qui se réclament des idées dites de gauche. En remontant les filières ordinaires, on est donc amené à se poser la question habituelle : qui ? — Moscou ? Pékin ? Voire Moscou et Pékin à la fois !** »

Est-il possible d'écrire pareilles niaiseries ? Moscou et Pékin qui, dit-on, sont à couteaux tirés s'entendent pour duper les étudiants des différentes nations ? A quelle heure couche-t-on cet aimable plaisantin ?

Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les étudiants parisiens se soldarisèrent avec leurs camarades allemands, d'où nouvelles violences le 4 mai à la Sorbonne : un sergent de ville sérieusement blessé. Quant aux « enragés » ils s'en sont tirés avec des égratignures (télévision dixit). Tout laisse pourtant prévoir que cela recommencera.

Parlons sérieusement : qui peut croire que les étudiants de plusieurs nations se fâchent pour obtenir une réforme de leur enseignement, quand on sait que cet enseignement varie selon les nations ? C'est pourtant le prétexte qu'on donne encore à ces manifestations : Ne s'agit-il pas d'égarer l'opinion ?

Pourquoi ne pas lire la presse allemande. Elle reconnait 1°) que les étudiants en colère proviennent de tous les horizons politiques. 2°) qu'ils ont fondé la F.D.C. (fédération socialiste des étudiants allemands). 3°) que cette F.D.C. a un objet précis, celui de faire entendre aux pouvoirs publics que les étudiants réclament rien de moins qu'une transformation de nos structures sociales, car ils se rendent compte de l'inutilité de leurs diplômes : ils ne leur permettent plus de se faire la situation qu'on leur avait promise. En d'autres termes, ils ont compris que la société n'a plus besoin que d'un petit nombre d'entre eux.

A qui s'attaquent-ils ? — A Axel Springer, le magnat de la presse allemande qu'il contrôle à 40 %. — Que lui reprochent-ils ? — Non seulement de les dénoncer comme un danger public mais de cacher la vérité à ses lecteurs. Les étudiants tentèrent de mettre le feu à l'énorme construction qui abrite le trust Springer à Hambourg, et, n'y réussissant pas, ils cassèrent toutes les vitres. Déjà Axel Springer leur réclame 32 millions (anc. fr.) de dommages-intérêts...

***

Le moment ne serait-il pas venu d'ouvrir les yeux ? Plus nous allons plus les progrès techniques deviennent prodigieux, et moins la production réclame de travail humain. C'est ce que la Grande Relève s'efforce d'expliquer depuis 1932 ! Or lisez notre grande presse : elle réclame indéfiniment le plein-emploi ; à cor et à cris comme si nous vivions au stade de l'artisanat ! N'est-ce pas imiter le geste inconsidéré de l'autruche qui cache sa tête dans le sable pour ne pas voir le danger ? Or le danger, c'est la colère des jeunes : ce sont eux qui mènent la lutte au bénéfice de tout le prolétariat...

Sans doute toutes les violences sont blâmables, mais, répond la sagesse des nations : on n'a jamais fait d'omelette sans casser des œufs. Enfin qu'on se souvienne de ce que déclarait récemment M. Pompidou : « **Nous savons que notre économie va connaître des mutations profondes, et qu'il est indispensable qu'elles se produisent.** » Et M. Mal-

raux précisa que notre rupture avec le passé est plus complète que ne le fut celle qui suivit la chute de l'empire romain ! Alors ?

Ce que demandent les étudiants n'est-ce pas cette rupture avec le passé ?

P.S. - Nous présentons nos excuses à nos lecteurs, car la dernière Grande Relève a battu tous les records de fautes d'impression. Dans l'article de Mme Raymonde Curie des lignes s'entremêlaient, dans celui de Dieudonné des bourdons le rendaient presque illisible, enfin, pour ouvrir la marche, une énorme faute d'orthographe s'étalait dans le titre de l'éditorial. Notre imprimeur a promis de se ressaisir. Espérons !

J. D.

LA VIE DES SECTIONS

Nos camarades de Rouen et des environs peuvent s'adresser à notre camarade Mustel, Hôtel des Arcades, 52, rue des Carmes, 76-Rouen, qui se propose de reconstituer notre section.

NOTRE DISQUE DE PROPAGANDE

Il est très utile pour exposer la doctrine de l'Abondance, mais c'est la seconde face du disque qu'il faut faire entendre, car la première ne fait que reproduire notre disque d'avant la seconde guerre mondiale et dans lequel le conflit est déclaré inévitable.

Le M.F.A. 10 rue de Lancry, Paris X^e reçoit les commandes accompagnées de 25 francs, prix du disque, et la maison d'édition l'expédie sans frais à votre domicile.

UNE BIEN TRISTE NOUVELLE

C'est avec une douloureuse surprise que nos camarades apprendront la mort de Madame Eugène Pilard. Elle s'est éteinte subitement alors qu'elle paraissait en excellente santé. On juge du chagrin de notre ami ! Il perd à la fois une compagne parfaite et une collaboratrice dont le dévouement lui était bien précieux. Je puis en témoigner en ayant eu la preuve à Saint-Nazaire où de l'action combinée des deux époux est née notre section, qui se développe encore après leur départ. Si l'énergie de notre ami est peu commune, celle de Madame Pilard ne l'était pas moins. Tous deux inspiraient spontanément autant de confiance que d'amitié. On devine si la cause de l'Abondance était alors bien défendue.

Les obsèques de Madame Pilard eurent lieu à Saint-Gratien en présence d'une nombreuse assistance très recueillie ; chacun étant conscient de subir une perte, tout le monde était ému. Ceux de nos camarades qui avaient pu être prévenus se joignirent à ceux de notre section de Saint-Gratien.

Nous présentons nos bien sincères condoléances à toute la famille de celle qui vient de nous quitter : que tous serrent les rangs autour de celui qui reste !

A notre ami Pilard nous souhaitons tout le courage possible pour supporter un tel coup. Quant à son deuil, il sait que c'est aussi le nôtre ; nous le partageons donc de tout cœur avec lui.

J. D.

Quelle pagaïe !

par **Pierre MONTREUX**

Il est bien difficile d'admirer l'ordre capitaliste en ce moment. La mécanisation et ensuite l'automation compliquée d'électronique ont désarticulé l'économie capitaliste et ce sont les pays les mieux équipés qui doivent faire face aux dangers mortels qui les menacent.

En premier lieu, les Etats-Unis, qui sont actuellement en flèche, éprouvent des difficultés insurmontables pour tenter d'accorder leurs désirs avec la réalité.

Des ouvrages publiés dans divers pays tentent de nous convaincre que l'automation, loin de provoquer le chômage, permet au contraire de multiplier les emplois !

Un Américain, Lester Velie, dans un article publié en 1966 par Selection du Reader's Digest, parle de la « Grande peur des temps modernes », redoutée comme un fléau générateur de chômage et qui est devenue un bienfait pour tous !

Dans ce pays, après 10 années au cours desquelles les entreprises industrielles ont été transformées de fond en comble, le chômage y est à son point le plus bas depuis 1958. En 1965, l'expansion de l'économie nationale a permis la création d'environ 2.500.000 emplois nouveaux. Aujourd'hui, tout Américain qui cherche du travail en trouve.

Un autre Américain, Wienner, dans son livre « la Cybernétique », publié en 1948, prédisait que, d'ici à 1970, l'ouvrier d'usine deviendrait une espèce périmée, que le taux de chômage dépasserait celui des années qui suivirent la grande crise de 1929 et que ce serait la ruine pour beaucoup d'industries, même pour celles qui utiliseraient les nouvelles machines permettant **d'économiser la main-d'œuvre.**

En effet, 10 ans plus tard, 4.500.000 Américains étaient en chômage, soit près de 7 % de la population active. Des quantités d'emplois étaient supprimés et l'on jetait des travailleurs sur le pavé, exactement comme l'avait prédit Wiener.

On donnait l'exemple d'une grande banque, où un appareil automatique lisait 900 chèques à la minute, puis transmettait, par impulsions électroniques, les montants et les numéros de compte à un ordinateur qui arrêtait les soldes des clients ; 700 comptables avaient été remplacés par 90 programmateurs !

Lester Velie réplique en affirmant que cette nouvelle organisation nécessitait de nombreux spécialistes pour faire fonctionner et entretenir ces machines et également des « vendeurs » pour les proposer à la clientèle. C'est ainsi que 6.000 nouvelles sortes d'emplois et de carrières furent créés entre 1949 et 1965.

Il parait qu'il était devenu difficile de trouver des sténographes et que les hôpitaux recherchaient éperdument des infirmières ! Les restaurants étaient en quête de chefs et les garages avaient un besoin pressant de mécaniciens. Les industries auxilliaires en pleine expansion, offraient sans cesse de nouveaux emplois.

Les ouvriers d'usines font des heures supplémentaires, car les employeurs n'arrivent pas à en trouver suffisamment. Et il y en a maintenant 1 million de plus qu'en 1963.

La leçon est claire. L'automatisation et la production plus efficace ne sont pas génératrices de chômage. C'est d'une économie défaillante que le chômage résulte. Quand l'économie est prospère, il y a du travail pour tout le monde. L'automatisation est en train d'apporter aux Américains la plus grande prospérité de leur histoire !

Mais il faut s'entendre. La prospérité d'un pays se mesure à l'augmentation des produits de consommation absorbés par la totalité des habitants ; une partie de la production peut être exportée en échange de matières premières indispensables et même de certains des produits de consommation faisant défaut. Mais, en aucun cas, cette prospérité ne peut être provoquée par l'état de guerre qui permet de supprimer une partie des chômeurs, d'abord par l'augmentation des effectifs de l'armée et ensuite par la multitude d'emplois dans les industries de guerre.

Or, aujourd'hui, on s'aperçoit aux Etats-Unis qu'il n'est plus possible de maintenir une politique « de canons et de beurre » ! La balance des comptes est en déficit. Et M. Joseph Barr, sous-Secrétaire du Trésor américain déclare devant un Comité du Congrès que si l'Administration persiste dans une telle politique, il faudra s'attendre à ce que le niveau de vie des Américains s'aligne sur celui des Soviétiques.

Le produit national brut des Etats-Unis a atteint en 1967, 784.000 millions de dollars, le double du produit national brut des pays membres du Marché commun, et entre 25 et 30 % de la production mondiale. Le déficit serait de 3.572 millions de dollars pour la même année.

Ce dernier chiffre indiquerait donc un faible pourcentage du produit national brut, mais il représente cependant une somme considérable et le Sénat américain ne semble pas disposé à l'augmenter pour satisfaire aux nouvelles exigences de l'armée en guerre au Vietnam.

En France, une brochure de Maurice Restant : « L'Automation - ses conséquences humaines et sociales », publiée en 1959 par les Editions Ouvrières, veut nous convaincre également que l'automation n'a qu'une influence assez faible sur le nombre d'emplois, mais il ajoute que ce n'est valable que pour des entreprises en expansion.

Il cite, d'autre part, les résultats d'une enquête menée par Mac Grow Hill auprès de 1.575 firmes américaines qui avaient automatisé en partie leur production :

89 % l'avaient fait pour réduire les coûts de main-d'œuvre ;

78 % pour augmenter leur production ;

31 % pour augmenter la qualité de leurs produits.

La première réponse montre bien que c'est par la diminution de l'emploi que les entreprises réduisent leurs frais de main-d'œuvre. Il est donc un peu léger de nous affirmer que l'automation ne provoque pas de chômage.

La deuxième réponse va dans le même sens, car elle montre une augmentation de production sans augmentation de personnel.

Maurice Restant admet toutefois que l'expansion ne pourra se poursuivre et le nombre d'emplois occupés ne pourra se maintenir, et à plus forte raison augmenter, que si les investissements productifs continuent à être assurés, si les exportations se développent et enfin « si le niveau de vie de la population s'élève, c'est-à-dire **si le pouvoir d'achat s'accroît ».**

Et voilà, M. Restant, pourquoi votre fille est malade, car pour que l'expansion se poursuive, il faudra vendre, et c'est la seule chose que vous ne puissiez faire. L'augmentation du chômage dans notre pays nous montre bien que la machine s'arrête.

Il en est d'ailleurs de même en Angleterre et en Allemagne de l'Ouest (on n'ose plus nous parler du miracle allemand) et la confusion règne un peu partout. Quelle pagaïe !

GRÈVE

par R. LAGARRIGUE

L'article qu'on va lire, émane du Syndicat du livre bordelais. Il prouve que tous les syndiqués ne sont plus hostiles à l'économie distributive.

L'attaque gouvernementale contre la Sécurité Sociale fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase : les salariés indignés décidaient une grève de vingt-quatre heures pour le 13 décembre.

A Bordeaux, comme dans toute les grandes villes, les travailleurs, manifestants pacifistes et volontaires, sont « descendus dans la rue » en grand nombre. Jamais les syndicats du Livre n'avaient eu une représentation aussi importante dans un cortège. Leur voix était celle de tous les salariés, qui rejettent les ordonnances sur la Sécurité Sociale, contraires à une politique de santé. L'augmentation des dépenses pourrait parfaitement être maîtrisée par la transformation de structures inadaptées. Cette augmentation est aussi la contrepartie des exigences du système économique et social actuel et des nouvelles conditions de travail et de vie de notre société moderne. Amoindrir les garanties de la Sécurité Sociale, c'est porter atteinte à la vie même des salariés.

Certes, l'attaque contre le remboursement des frais pharmaceutiques et médicaux, contre le rôle des mutuelles, l'augmentation des cotisations, le prélèvement de 3 milliards sur les assurés sociaux ne sont pas les seules raisons de la colère des travailleurs ; c'est encore bien d'autres choses qui rassemblèrent les travailleurs en ce 13 décembre.

Ils ont voulu aussi protester bien haut contre la réduction de leur niveau de vie, le chômage qui s'accroît, les menaces qui pèsent sur l'emploi, les dégradations de leur pouvoir de consommation provoquées par la hausse constante des prix et les amputations des prestations sociales, les impôts toujours plus lourds ; ils ont voulu protester contre le refus de négocier des augmentations des salaires, des retraites, des pensions ; ils ont voulu réclamer instamment la sécurité de l'emploi, la garantie des ressources, la réduction du temps de travail sans diminution des salaires, les libertés syndicales, le droit au travail pour les jeunes, le droit à une vie décente pour les vieux.

Le gouvernement nous avait promis une « année sociale ».

Quelle est, en réalité, la situation actuelle ? Elle prend une allure inquiétante.

Dans tout le pays, le chômage ne cesse de se développer : 450.000 chômeurs, une masse croissante de jeunes qui cherchent vainement un emploi rémunéré et' n'ayant jamais travaillé, ne sont pas considérés comme chômeurs.

Outre les licenciements, de nombreuses entreprises réduisent les heures de travail, faisant subir une importante perte de salaires aux travailleurs, dont beaucoup n'atteignent pas le minimum garanti...

On est loin de la « fameuse expansion économique » escomptée ainsi que des bienfaits promis du Marché commun dont les travailleurs devaient bénéficier.

Certes, cette situation ne peut étonner, et même M. le Premier ministre avoue que « le chômage découle de l'élévation de la productivité et des progrès techniques, qui permettent de produire davantage avec moins de monde ». Personne ne niera cette vérité : ce sont bien là les conséquences normales des progrès scientifiques et techniques **en système capitaliste,** seul responsable de la situation qui est faite aux travailleurs.

Les maîtres de l'économie du profit, les privilégiés de ce système périmé, inhumain, tentent de faire accroire que l'on n'y peut rien, invitant ainsi le monde du travail à la résignation et au découragement.

Le fait est indéniable : le chômage est inhérent à l'économie capitaliste et il ne peut que s'accroître parallèlement au progrès des techniques.

Dans leur manifestation, les travailleurs organisés ont voulu montrer qu'ils n'acceptent pas un si sombre avenir. Ils comprennent et proclament que si les progrès scientifiques et techniques permettent de produire plus avec moins d'efforts humains, les travailleurs doivent en bénéficier par une réduction de la durée du travail, l'avancement de l'âge de la retraite, par la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs au prorata de l'augmentation de la production nationale. **Les machines qui nous remplacent doivent améliorer notre existence et non pas nous réduire à la misère.**

Les travailleurs comprennent que tout change dans notre monde mouvant et qu'élever le niveau de vie aux possibilités offertes découle d'une économie de bon sens. Il n'y aura ni misère ni chômage si l'on se décide enfin à comprendre que l'emploi n'a pour objectif que la production, qui elle-même ne tend qu'à satisfaire les besoins humains.

Les représentants du pouvoir se déclarent incapables de réaliser une société sans misère et sans chômage. Ce sont les syndicats qui doivent entraîner le peuple à lutter contre leur système, contre la domi-

nation des féodalités économiques et financières pour réaliser une véritable démocratie économique et sociale et, dans l'immédiat, refuser le chômage et imposer la garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat, l'assurance devant la maladie et la vieillesse ; imposer, en un mot, notre droit à la vie. Une véritable sécurité sociale est possible pour tous. Rien ne manque du côté matériel pour assurer une large existence à tous les Français : il suffit d'organiser la distribution de ce dont ils ont besoin. Les biens de consommation abondent à tel point qu'il faut en détruire ou en exporter à perte pour soutenir les cours ! Qui s'oppose à une répartition immédiate des « excédents » aux impécunieux : économiquement faibles, handicapés, etc ?

C'est cela que les travailleurs organisés ont voulu exprimer dans leur grève du 13 décembre. Ils prennent enfin conscience que l'extraordinaire progrès des techniques de production de ces dernières années exige une transformation totale des structures.

La fonction majeure du syndicalisme est, en effet, d'assurer notre avenir au-delà de la revendication immédiate. L'unité syndicale en fera une force irrésistible contre les puissances d'argent. Certes, nous avons tous le souci de l'indépendance syndicale à l'égard des partis politiques, mais nous n'ignorons pas que sans appuis parlementaires nous n'obtiendrons jamais que nos revendications soient traduites par des lois.

En face du gouvernement (quel qu'il soit) et du patronat uni, les centrales syndicales devront bien finir par s'unir au sein d'un Conseil national du salariat, qui, coordonnant les revendications et les luttes syndicales, représentera effectivement l'ensemble du monde du travail et pourra parler en son nom. Les délégués de ce Conseil des salariés pourraient alors entrer en contact avec les partis politiques et leur préciser la pensée et la volonté ouvrières. N'est-ce pas, du reste, ce qu'attendent du syndicalisme les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière ?

Toutes les grandes centrales syndicales sont d'accord pour condamner le capitalisme, incapable de résoudre les problèmes nouveaux que posent les techniques modernes. Toutes condamnent l'économie du profit.

Il ne leur faut plus que concevoir et définir clairement la transformation des structures. Mais il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de capitalisme « populaire ». Aucune solution humaine et de bon sens aux problèmes économiques et sociaux n'est possible tant que nous resterons en économie marchande, sous la dictature d'un système financier et monétaire inadaptable au pouvoir de produire et qui nous empêche de consommer ce que nous sommes capables de produire, tant que nous resterons dans les structures économiques qui impliquent le profit.

La première réforme à réaliser sera la socialisation de l'émission monétaire et du crédit, actuellement privilège des banques toutes-puissantes.

L'économie capitaliste est une économie de lutte entre ceux qui vivent du profit et ceux qui vivent du salaire : les intérêts s'opposent inéluctablement.

Le moyen le plus courant utilisé pour réduire le pouvoir d'achat des masse populaires est la hausse des prix, improprement appelée « inflation » afin de jeter la confusion dans l'esprit de ce « bon public » et servir une politique antiouvrière. Or, l'inflation, c'est l'excès de monnaie par rapport à laa production offerte à la consommation. C'est donc prétendre que les consommateurs ont trop d'argent, que les travailleurs sont trop payés et qu'il faut, pour remédier à « l'inflation », s'opposer à la hausse des salaires. En réalité, la hausse des prix, nous la devons à la fois à l'avidité des monopoles capitalistes protégés par les gouvernants et aux augmentations constantes des taxes, des impôts et prélèvements de toutes sortes que le gouvernement multiplie.

L'Economie capitaliste repose sur le profit. Mais les progrès techniques apportent l'abondance des produits ; or, l'abondance tue le profit. L'abondance est donc l'ennemi du système actuel et tous les moyens sont bons pour l'interdire afin de maintenir le profit : on freine la production pour augmenter les cours, on concentre les moyens de production en monopoles afin d'empêcher la concurrence, on multiplie sans cesse les fabrications de guerre, provoquant ainsi une hausse des prix des produits consommables. On aboutit ainsi à un inimaginable gaspillage des forces humaines et à une accumulation gigantesque de produits de mort, état de choses dont l'aboutissement ne peut être que la guerre.

Est-il permis de ne pas encore admetre que puisque le produit perd sa valeur dès qu'il est abondant, ce n'est plus lui qu'il faut maintenant payer, mais l'homme ? L'objectif du syndicalisme, c'est de réaliser une société d'abondance juste et fraternelle permettant la satisfaction des besoins matériels et l'épanouissement intellectuel et moral de l'homme.

En économie distributive, l'activité humaine n'aura plus pour seul objectif le profit individuel, mais la satisfaction des besoins matériels et culturels de tous : on produira en abondance pour distribuer. Par un revenu social, qui croitra en même temps que la production nationale, le niveau de civilisation de tous s'élèvera constamment, apportant l'épanouissement de la personne humaine dans la sécurité, la joie de vivre et la paix.

Par la grève du 13 décembre, les travailleurs se sont dressés contre l'injustice et l'égoïsme et se sont engagés sur le chemin de la lutte « pour que ça change ».

(Extrait du « Livre Bordelais », février 1968).

De l'utopie au réalisme

par **Marcel DIEUDONNE**

L'actualité montre que les hommes d'Etat, les « experts » financiers, les « spécialistes » économiques, MM. Sauvy, Fourastié, Rueff, Pisani, Debré, Jeanneney, Drancourt, Sédillot, etc. et leurs congenères étrangers, pataugent lamentablement dans des difficultés financières, économiques et sociales grandissantes, qu'ils n'arrivent pas à surmonter, non parce qu'ils sont incompétents, mais parce que ces difficultés sont insurmontables dans le cadre de notre économie présente.

Les lecteurs de la Grande Relève en connaissent raisons. Ils savent que le progrès technique générateur d'abondance et d'automatisme est en état de divorce permanent avec l'économie du profit. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans ce divorce la cause initiale de toutes les difficultés qui assaillent actuellement la société, tant sur le plan national qu'international.

Le remplacement du profit par un revenu social s'impose et s'imposera de plus en plus au fur et à mesure du développement des progrès techniques. Mais réaliser une telle réforme n'est pas une petite affaire !... Certes, ses conditions matérielles préalables sont remplies avec les techniques modernes, mais la difficulté majeure est de faire admettre la nécessité de cette réforme fondamentale par un nombre suffisant d'individus.

Cette difficulté est d'ailleurs le sort réservé à toute idée nouvelle. Par exemple, Philippe le Bel lança l'idée d'unifier la monnaie sur toute l'étendue du territoire français, mais cette idée simple et raisonnable attendit cinq siècles avant d'être réalisée ; cette mesure économique a pu facilement attendre sa réalisation pendant cinq siècles, car il ne s'est rien produit de nouveau pendant ce temps, dans une économie artisanale où la production ne pouvait croître qu'avec l'augmentation du nombre des artisans, des paysans et autres producteurs.

Mais il n'en est plus de même de nos jours. Avec l'accélération donnée au progrès technique, l'économie se transforme à pas de géant. De 1955 à 1965, soit en 10 ans, la capacité de la production française a plus que doublé, demain elle doublera en moins de 5 ans, après-demain en moins de temps encore. Nous évoluons donc vers une capacité de production automatique fabuleuse — ce qui n'a rien d'étonnant avec des machines automatiques qui fabriquent d'autres machines automatiques de plus en plus perfectionnées.

Or, il est déjà admis par tous et sans contestation que le problème actuel essentiel n'est plus de produire, mais de vendre. Il devient de plus en plus difficile de vendre au fur et à mesure des progrès techniques et du développement de l'abondance et de l'automatisme. Nous évoluons donc vers un point de rupture où une production automatique fabuleuse, ne pouvant plus se vendre, devra nécessairement être distribuée.

Au rytme actuel de l'accélération du progrès technique, ce n'est pas dans cinq siècles que ce point de rupture sera atteint, mais dans une trentaine d'années, vers l'an 2000...

Qu'est-ce à dire ?

Il a fallu cinq siècles pour réaliser l'unité de la monnaie, et nous devons réaliser l'économie distributive avant l'expiration d'un délai de trente ans... si nous voulons éviter des désordres tels qu'ils ne pourront avoir d'autre issue que la guerre à défaut de l'économie nouvelle. Car la guerre est le seul remède efficace pour écouler abondamment la production moderne, déjà avant les hostilités par la politique des armements, puis pendant le déchaînement de la violence, et enfin après pour reconstruire ce qui a été détruit...

— Mais l'économie distributive est une utopie !... Prétendre la réaliser en moins de trente ans est pure folie !...

— Avec le progrès technique accéléré, elle est non seulement nécessaire mais aussi matériellement possible. L'obstacle à sa réalisation est donc uniquement dans les esprits. Cependant, les personnes qui prennent connaissance des conséquence des progrès techniques, telles qu'elles ont été initialement formulées par Jacques Duboin, admettent toutes le bien-fondé de l'économie distributive. Mais presque toutes déclarent aussi qu'elle est une utopie... En somme, tout se passe dans le cerveau de ces personnes comme si elles pensaient : *l'économie distributive serait merveilleuse, j'en serais partisan si elle n'était pas une utopie...*

— Et pourquoi, s'il vous plaît, est-elle une utopie ?

— *Parce que les autres n'en veulent pas... Parce qu'ils tiennent à leurs profits ou à leurs salaires comme à la prunelle de leurs yeux... Je comprends*

la nécessité de réaliser une économie nouvelle, car je suis intelligent, moi, tandis que les autres sont des imbéciles...

Bref, les 3,5 milliards d'humains qui peuplent notre Terre désireraient tous vivre, s'ils étaient bien informés, dans une société pacifiée, où ils seraient assurés de recevoir jusqu'à leur mort un revenu social substanciel pour une période active de quelques années. Mais une fois informés, les gens sont paralysés par la pensée que cette société distributive est une « utopie », *parce que les autres ne voudraient pas la réaliser,* ce qui est évidemment faux. Qui donc ne voudrait pas réaliser l'aspiration commune à tous les hommes au bien-être, à la paix, à la sécurité de l'avenir, à la liberté de disposer de son temps, etc. ?

L'économie distributive, matériellement possible, l'est aussi psychologiquement, puisque l'immense majorité des individus ne peuvent que la désirer — à condition, bien entendu, d'être suffisamment informés. Ils ne la qualifieraient plus d'utopie s'ils savaient que cette qualification est sans fondement. La réalisation de l'économie nouvelle bien avant la fin de ce siècle est possible avec une bonne information de la réalité économique, et aussi de la réalité psychologique, qui est très favorable.

C'est ici que l'on constate l'étendue dramatique de la trahison des économistes professionnels, dont la mission essentielle serait précisément d'informer le monde de l'impossibilité de concilier les progrès techniques avec le maintien des profits et des salaires, d'où la nécessité urgente et vitale de réaliser l'économie qui serait adaptée à ces progrès techniques. A ce sujet, voici ce que m'écrit un correspondant :

... *Vous avez raison de dénoncer la position des « économistes distingués » tels Fourastié et Sauvy. Cependant, je sais de bonne source qu'ils sont favorables au principe de l'économie distributive, mais ils savent que cette dernière n'est possible que par la suppression du profit et cela, ils ne peuvent l'admettre car il s'agit alors de remettre le système en cause... et surtout, ils ne voient pas comment on pourrait y parvenir...*

Comment pourrait-on parvenir à l'économie distributive ? Tout simplement en commençant ... par le commencement, c'est à dire par l'information ! Vous qui avez l'autorité nécessaire pour faire entendre votre voix, Messieurs les experts et professeurs d'économie politique, commencez par faire connaître au monde les raisons objectives pour lesquelles vous êtes favorables au principe de l'économie distributive, et vous verrez qu'un monde suffisamment infromé saura la réaliser. Pouvez-vous croire sérieusement qu'une humanité, ou une fraction de l'humanité, désireuse d'entrer dans une telle économie, n'en trouverait pas le chemin ?

Un monde informé saurait aussi qu'il doit choisir entre la guerre et l'économie nouvelle et que ce choix ne pourra plus être différé dans un délai de quelques années. Suivant qu'il sera informé ou non, le monde basculera dans une économie distributive ou dans un troisième conflit mondial. L'illusion est de croire que nous pouvons échapper à ce dilemme.

Mais il faut avoir l'esprit scientifique, qui impose à tout savant honnête de dire la vérité objective quelle qu'elle soit, pour informer le monde de la réalité économique. Cet esprit scientifique semble vous faire défaut, Messieurs Sauvy, Fourastié, Rueff, Pisani, Jeanneney, Debré, Drancourt, Sédillot et autres diplômés ès sciences économiques, puisque vous donnez plus de poids à votre attachement au système périmé qu'à la réalité de sa malfaisance, sur laquelle vous gardez le silence — ce qui est un énorme mensonge par omission.

Quant à vous, Monsieur Mitterrand, qui êtes aussi professeur d'économie politique (la télévision vient de me l'apprendre) le fiasco lamentable et sans appel d'une politique de gauche appliquée courageusement par les travaillistes anglais au pouvoir, fiasco sanctionné par un désastre électoral aux récentes élections partielles, vous montre à quelle tragique impasse aboutissent ceux qui croient pouvoir redresser et conduire à bon port l'économie des profits et des salaires.

Messieurs Mitterrand, Mendès-France et autres leaders de gauche, vous ne pourrez pas mieux faire que les travaillistes anglais et vous subirez les mêmes déboires qu'eux, lorsque vous aurez entraîné votre formation politique au pouvoir — alors que les nuages qui s'amoncellent actuellement ouvriront leurs écluses sur notre pays, où il y a déjà 500.000 chômeurs inscrits, et plus encore de jeunes sans emploi, non inscrits...

Les hommes politiques de « gauche » ne pouvant rien faire d'efficace de plus que ceux de « droite » dans notre économie présente, les électeurs et les chômeurs, déçus, non informés de la réalité économique, ne verront plus d'autre remède à leurs maux que de suivre des avanturiers à la conquête de l'espace vital, des emplois et du bien-être. On a déjà vu cela pendant les années 30 au Japon, en Italie et, prélude violent de la deuxième guerre mondiale, en Allemagne...

Entre les abondancistes, partisans d'une économie qui serait en harmonie avec le progrès technique, et les syndicalistes ou les politiciens qui veulent tous concilier les inconciliables, à savoir l'économie des salaires et des profits d'une part, les progrès techniques, le plein-emploi, le bien-être pour tous, la sécurité de l'avenir, la paix du monde, etc. d'autre part, lesquels sont des utopistes ?

Pour que vive la Grande Relève

« Tous d'accord, les partis attaquent l'homme libre, qui se peut reconnaître à ces attaques-là ».

H. de MONTHERLANT (Carnets).

Hommes libres ! Unis, aidez le M.F.A.
Soutenez son journal afin qu'il puisse vivre
Et, tout seul, contre tous, menant le bon combat,
Proclamer haut et clair ce qu'on ne nous dit pas !

F.C.

Gaston Albert, Toulon : 3 - Bonnevide, Le Perray en Yvelines : 15 - Hervé, Courbevoie : 5 - Anonyme, Bondy : 5 - Overlen, Troyes : 10 - Rofo, Juan les Pins : 15 - Wilhelm, Paris 13e : 14 - Wilhems : 50 - Guégan, Garches : 5 - Béné, Paris 9e : 10 - Maitrejean, Bruxelles : 7 - Sarger, Villemonble : 20 - Mlle Henriette Cabagno, Paris 4e : 30 - Pierre Girard, Les Mureaux : 20 - Henri Jouis, Neuilly : 10 - Henri Kuttel, Asnières : 15 - Magdinier, Amélie les Bains : 250 - Mme Couffy, Baubigny s/Mer : 10 - Roger Saillard, Clamart : 15 - Robert Hagron, Le Pêchereau : 5 - Pierre Cressan, La Celle St-Cloud : 5 - Jacques Druart, Méry s/Oise : 35 - Georges Grolet, Combo les Bains : 15 - Maurice Leguillochet, Paris 12e : 15 - Jean Valat, Paris 18e : 130 - Abel Maurel, Nice : 15 - Mme Lucienne Moinet, Paris 14e : 30 - Julien Renon, Champagne s/Seine : 65 - Robert Thiebaut, Darvoy : 15 - Emery, Marseille : 15 - Beaumont, Thenezay : 5 - Oudin, Asnières : 15 - Serge Paymal, Savigny s/Orge : 10 - Marcel Villiot, Perry les Gombries : 5 - Marcel Marsaudon, Cognac : 25 - François Bourland, Nanterre : 5 - Henri Lovigne, Les Lilas : 15 - Ernest Mons, Clayes s/s Bois : 5 - Camescasse, Nouméa : 3 - Mme Hodiquet, Combault : 5 - Gaston Mouquet, Le Perreux : 5 - Henri Rodrigues, Dun s/Auron : 10 - Omer Redde, Chatillon sur Seine : 10 - Mme Vve Rochette, Paris 16e : 5 - Robert Choffat, Marseille : 20 - Jeanpierre, Paris 5e : 25 - Jean Dancoisne, Lens : 5 - Roger Chaumereuil, Villemonble : 25 - Marcel Derouet, Le Pecq : 15 - Alexandre Calas, Nice : 15 - Louis Gaidou, Drancy : 15 - Alain Baud, Bonafe : 5 - Maurice Robin, Samoreau : 65 - André Saget, Flogny : 5 - Henri Bersegol, Stains : 15 - René Lepage, Vic en Bigorre : 15 - Baptiste Massouline, Marseille : 15 - André Petit, Vanves : 5 - Lucien Laurent, Paris 17e : 5 - Louis Bouchevereau, Pierrefitte : 65 - Mario Caligo, Vallauris : 5 - Marcel Hubert, Auxerre : 15 - Albert Hodges, Verrières le Buisson : 35 - Emile Pinto, Paris 7e : 15 - Charles Monard, St Amand Montrond : 5 - Arthur Périnet, Cachan : 65 - Melot, Fresnay s/Sarthe : 5 - Jourdan, Aix en Provence : 15 - Maurice Fournier, St-Denis : 15 - Raphaël Pons-Leychard, Massat : 15 - Georges Fraigniaud, Grenoble : 15 - Charles Voinier, Toury : 100 - Raymond Poignant, Paris 15e : 15 - Jules de Jans, Lannoy : 65 - Adrien Aubreton, Houilles : 40 - M.B.A., Bruxelles : 15 - Marcel Péron, Logelbach : 19 - Raoul Coustillac, Angoulême : 5 - Marc Evrard, Cassis : 15 - Emile Cadeau, Mauves s/Loire : 10 - Jean Vandeville, Douai : 15 - Yves Le Troter : Paris 15e : 65 - Raymond Métois, Jouy : 15 - Mme Emma Gautier, Asnières : 35 - René Hanicot, Eaubonne : 20 - Raymond Brocard, Paris 16e : 5 - Raymond Richard, Tours : 15 - Maurice Boye, Pessac : 15 - Dr Neau, Nantes : 30 - Jean Bertrand, Sanary s/Mer : 100 - Louis Pastor, Perpignan : 30 - Maurice Charton, Joinville le Pont : 10 - Paul Gauthier, Courbevoie : 5 - Jacques Gauthier, Courbevoie : 5 - Mme Reynier, Montgeron : 5 - François Guilbert, La Garenne Colombes : 15 - Maurice Coty, Paris 9e : 5 - Mme Weber, Autun : 15 - Vincent Ficaja, Paris 17 : 5 Jack Legros, Auxerre : 15 - Guy Nauroy, Brunoy : 14,25 - Mme Germaine Curie, St Maurice : 10 - Aimé Bosset, Paris 4e : 5 - Maurice Maurel, Marignane : 5 - Marcel Blanc, Marseille : 5 - Paul Thomas, Villeneuve Loubet : 59 - Mme Arnaune, Paris 15e : 10 - Clemency, Le Creusot : 5 - Save, Luzarches : 15 - Georges Guazava, Paris 16e : 50 - Pommier, Ruelle : 5 - Jean Duray, Casablanca : 30 - Anonyme, Villemonble : 20 - Boissy, Troyes : 5 - André Didier, Neuilly sur Marne : 15 - Noël Boillot, Morteau : 15 - Mme Lucienne Aguillon, Monnetier-Allemont : 5 - Ingrain, Paris 16e : 10 - André Michal, Pont de Beauvoisin : 5 - Baudlot, Besançon : 15 - André Parny, Clamart : 15 - Samama, Aubervilliers : 5 - Mme Ida Combépine, Annemasse : 80 - Marcel Nevière, Montoir de Bretagne : 15 - Robert Choffat, Marseille : 10 - Aimé Ollivry, Grenoble : 5 - Pierre Gally, Maligny : 5 - Gamet, La Ciotat : 30 - Rofo, Juan les Pins : 10 - Pierre Buguet, Paris 18e : 10 - Bernard Palier, Rouen : 15 - Jean Touraine, Savigny s/Orge : 5 - Paul Lodomez, Liège : 12 - Maurice Remeur, Bry s/Marne : 65 - Georges Vettard, Argenteuil : 15 - Jardin, Courtalain : 10 - Albert Esselin, Paris 4e : 15 - Maurice Robin, Samoreau : 80 - Henri Lepeu, Millau : 50 - René Berthelot, l'Isle s/Sorgue : 5 - Robert Choffat, Marseille : 10 - Albert Heuschen, Herstal, Belgique : 5 - Robert Cathelinais, St Germain en Laye : 10 - Jacques Le Dore, Paris 17e : 15 - Jean Coudray, St Meen le Grand : 5 - André Valade, Suresnes : 100 - Jean Mary Vernière, Bagneux : 25 - Maurice Calligo, Vallauris : 10 - Anonyme, Champigny : 20 - Auguste Girault, Allonnes : 15 - Raymond Piquet, Quincy-Voisins : 15 - Megevand, Monnetier-Mornex : 5 - Pierre Buguet, Paris 18e : 10 - Lavilette, Louvres : 20 - Paul Rouveau, Villemonble : 15 - André Mabille, Brezolles : 15 - René Scordel, Ancy le Franc : 5 - Camille Marthey, Baume les Dames : 10 - René Raimbault, Grand Couronne : 15 - Jean Gérin, Lyon : 10 - Mme Antoine, Les Angles : 15 - Jean Bigot, St Maurice : 15 - Pierre Grandjean, Bretenoux : 10 - Lacépède, Paris 5e : 5 - Jean Jolivet, Tours : 5 - Maurice Roustant, Villeneuve St Georges : 10 - Georges Clairault, Mehun s/Yevre : 10 - René Poignand, Montargis : 25 - Pierre Bron, Saint Aufre : 15 - Louis Baure, Chatou : 15 - Jean Nantet, Moutiers : 65 - Ernest Tansillo, Peyrolles : 5 - Sylvain Canteau, Courbevoie : 15 - Jules Demeurie, Roubaix : 10 - Robert Choffat, Marseille : 10 - Michel Bockenheim, Paris 13e : 10 - Amand Leclercq, Angleur, Belgique : 5 - Mlle Madeleine Court, Grenoble : 15 - Jean Especel, Lasne, Belgique : 17 - Barbier, Grenoble : 5 - Robert Larouquie, Bordeaux : 15 - Albert Delessert, Nice : 15 - Edmond Fribourg, Grenoble : 5 - Jean Roubaud, l'Isle s/Sorgue : 5 - Pierre Buguet, Paris 18e : 10 - Dmitrieff, Paris 20e : 10 - Pilard, St Gratien : 100 - Paul Hougard, St-Nazaire : 50 - Jean Hougard, St Nazaire : 50 - André Dantan, Oissel : 15 - Maurice Guigonnel, Paris 11e : 50.

Liste du 4-12-67 au 3-5-68.

Merci à tous !

POUR BATIR LA FRANCE SOCIALISTE

Brochure de 47 pages rédigée par des militants abondancistes.

Elle est claire, complète et persuasive.

Excellent instrument de propagande.

J.D.

10 exemplaires : F 6 (port en sus).

Quand chez nous les produits abondent,
Pourquoi voit-on des miséreux ?
Procurons donc à tout le monde
Tous les moyens de vivre heureux.

P.C.

Dans sa déclaration télévisée, M. Peyrefitte, ministre de l'Education Nationale, a fait allusion aux « enragés » de Nanterre. Ne voit-il pas que la rage s'est communiquée à des milliers d'étudiants à Paris ? Il faut se hâter de « dégager » des crédits pour l'agrandissement de l'Institut Pasteur, afin de combattre cette épidémie, s'il en est encore temps...

Mais ce n'est plus possible, car la « rage » sévit encore chez les étudiants allemands, italiens, et même chez les étudiants espagnols. Elle avait déjà atteint les étudiants des Etats-Unis, de l'Angleterre, du Brésil, de la Pologne et même du Japon ! Enfin, chose infiniment plus grave, certains professeurs de l'Université sont devenus « enragés » à leur tour, y compris le professeur Kastler qui recevait récemment le prix Nobel. Juste Ciel où allons-nous ?

⁂

La « rage » fait encore des ravages chez les agriculteurs de la Bretagne et même parmi les travailleurs de son industrie. On la traite, comme partout, par la matraque, mais le remède apparait un peu primitif. Pourquoi ne pas essayer des incantations ?

⁂

Après avoir épuisé toutes les hypothèses sur l'origine de cette « rage », la grande presse a fini par mettre en cause l'Université : elle ne serait plus à la page. Le général de Gaulle estime, lui-même, qu'elle a besoin d'une réforme profonde. C'est de plus l'opinion du Grand Maître de l'Université, M. Alain Peyrefitte. Alors si « **tout le monde** » est d'accord, est-il permis de se demander si « **tout le monde** » s'en serait aperçu si les étudiants n'avaient pas été atteints de la « rage » ? En définitive cette « rage » pourrait bien finir par avoir des effets bienfaisants.

⁂

On met donc maintenant en cause la structure de notre Université. L'enseignement qu'elle donne serait désuet. Chose plus grave, l'Université devrait orienter les étudiants, or c'est précisément cette orientation qui a fait faillite...

A cet égard, le doyen de la Faculté des Sciences de Paris, M. Zamansky, a donné quelques precisions : l'Université produit, **chaque année,** 3.000 sociologues, 2.400 psychologues, enfin 750 archéologues. C'est tout simplement ridicule. Quel dommage qu'il n'ait pas pu le répéter à la télévision quand il lui fut permis de s'y faire entendre.

⁂

Mais à la radio, à l'occasion d'une conférence de presse, M. Zamansky avait dit bien d'autres choses : **la moitié des étudiants de la Faculté des Sciences ne trouve pas de débouchés ; un quart parvient à se faire une situation grâce à des appuis divers.** Quant aux étudiants de la Faculté des Lettres, leur situation est pire encore : qui réclame un archéologue, un psychologue ?

En conséquence on aura raison de modifier cet état de choses, mais ce ne résoudra pas le problème. **Dans quelle direction orienter les étudiants pour qu'ils trouvent des débouchés ?**

On en revient toujours au même point : comment réaliser le plein emploi, à un moment où de gigantesques progrès techniques suppriment toujours plus d'emplois ? Ce n'est donc pas seulement la structure de notre Université qu'il faut changer, c'est encore celle de notre système économique et social. **Et c'est ce que l'immense majorité de nos contemporains refuse de voir.** La preuve ? C'est que ce répète la Grande Relève n'est jamais repris par la grande presse qu'elle soit de droite, du centre ou de gauche. On ne sort jamais des chemins battus, on se refuse à l'évidence.

⁂

On prévoit quelques difficultés en Bretagne, où agriculteurs et travailleurs de l'industrie ont l'intention de manifester. Mais la preuve que cette agitation ne trouble pas la France, c'est que son Premier Ministre, M. Georges Pompidou, est en voyage en Asie. Il serait bien vite revenu si la situation menaçait de s'aggraver...

⁂

Croyez-vous encore aux sondages d'opinion ? L'élection de Bastia devrait vous édifier sur leur valeur : tous les pronostics étaient en faveur du candidat officiel de la Ve République ; c'est au contraire le candidat de l'opposition qui a été élu.

⁂

Et le marché commun ? Nous avons toujours prétendu qu'il était la plus belle utopie du siècle. En effet, les six nations qui en font partie comptent y écouler les « excédents » de leur production, mais entendent bien ne rien acheter à leurs partenaires. Le délégué de la France, Edgar Faure, exige, par exemple, que l'Allemagne achète nos produits laitiers et notamment nos stocks de beurre qui sont prodigieux. Les notres sont encore plus importants que les votres répondent les Allemands.

La France menace de se retirer... En revanche l'Angleterre, la Suède, le Danemark souhaitent entrer dans le marché commun. Qui parie qu'il ne s'ouvrira pas le 1er juillet ? On parle déjà d'en retarder la date...

⁂

Aux Etats-Unis, pays de la grande prospérité, le nombre des banqueroutes a augmenté de 200 % au cours des trois dernières années. Le Sénateur Burdick (Dakota du Nord) se plaint de cette épidémie (sic) et réclame un renforcement de la loi.

⁂

Heureusement le nombre des emplois a augmenté d'un million aux Etats-Unis grâce à la guerre du Vietnam qui débuta en 1965. C'est un succès dont les économistes américains se félicitent.

Après la fameuse loi sur la prohibition des boissons alcooliques, il fut créé un Institut National de la santé mentale, dont le rapport annuel (198 pages) vient d'être publié à Washington. Il en ressort les intéressantes statistiques que voici :

70 millions d'Américains boivent raisonnablement.

6 millions sont de fieffés ivrognes.

1 sur 4 des personnes hospitalisées est alcoolique.

1 sur 3 des personnes arrêtées est un poivrot.

En revanche, alcooliser ses contemporains est une occupation éminemment « rentable ».

⁂

On se souvient d'une certaine miss Kint qui, invitée chez Madame Johnson à la Maison-Blanche, y fit un scandale retentissant. Comme la conversation était engagée sur l'augmentation inquiétante de la délinquance juvénile, miss Kint, à l'indignation générale, déclara qu'elle lui paraissait toute naturelle. Invitée à en donner la raison, elle répondit : « nos garçons préfèrent de beaucoup aller en prison que se faire tuer au Vietnam. » (sic). Miss Kint est une journaliste de talent actuellement en voyage en Europe et prochainement à Paris.

AVEC L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

on aurait en France :

TOUT DE SUITE : la disparition de la misère.

TRES VITE : l'aisance pour tous.

ET BIENTOT : l'opulence pour chacun.

C'EST L'ECONOMIE OU'IL NOUS FAUT

L'économie capitaliste a fait son temps.

L'économie distributive, seule, peut la remplacer.

TRAVAIL SOCIAL
REVENU SOCIAL

Une société humaine bâtie sur la

RAISON

voilà ce que propose « LA GRANDE RELEVE »

Le chômage ? Ce sont des loisirs dont personne ne profite.

COTISATION ANNUELLE AU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE
15 F PAR AN
Abonnement à la Grande Relève

20 F par an ..... France
23 F par an ..... Etranger

Cotisation et Abonnement

35 F par an ..... en France
38 F par an ..... à l'étranger

Deux numéros : 35 F par an.

Changement d'adresse : 0,75 F accompagnés de la bande d'abonnement.

Nous rappelons à nos adhérents et abonnés qu'ils facilitent grandement notre tâche en faisant diligence dans le règlement des cotisations et réabonnements. Ils évitent des frais bien inutiles de recouvrement. Et par le temps qui court, il n'y a pas de petite économie...

S'ils règlent par chèque-postal, le libellé est simple : M.F.A. : 918-66 - Paris.

S'ils règlent par mandat ou chèque bancaire, il doit être à l'ordre du :

« MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE »

Merci d'avance.

Les crédits se fabriquent plus facilement que les marchandises.

Mais ceux qui possèdent ce privilège abusif n'en fabriquent qu'au compte-gouttes.

Et, comble d'absurdité, l'Etat n'en fabrique que peu.

Ce petit livre de Jacques Duboin intéresse aussi bien les producteurs que les consommateurs.

Prix : 3 F.

ANNUAIRE PERMANENT DU M.F.A.

ACHETEZ
VOS MONTRES DIRECTEMENT
AU PRODUCTEUR
Coopérative ouvrière
de production
LA MONTRE
Echantillons sur demande et sans
— engagement de votre part —
MORTEAU (Doubs)

ABONDANCE
de fruits...
de fleurs...
Si VOUS PLANTEZ des arbres fruitiers, arbres et arbustes d'ornements, rosiers, plantes vivaces, des
Pépinières et Roseraies
J. VIZIER
1, rue des Prés, PROVINS
(S.-et-M.)
Renseign. et tarif sur demande

Camarade vend sa production
MIELS de la Côte Varoise
et Monts du Jura
POLLEN - GELEE ROYALE
aux meilleures conditions...
J. COTTON
apiculteur
LA LONDE (Var)

RUSTICA
est le guide de celui qui entend
cultiver INTELLIGEMMENT son jardin
HEBDOMADAIRE : 1, rue Gazan, Paris XIV
France un an : 30 F — Etranger 40 F
— 6 mois : 16 F.

Pour créer, transformer,
embellir votre jardin,
adressez-vous à
P. MATHIEU
Paysagiste
11, rue des Carrières
MONTMORENCY (S.-O.)
— *Téléphone : 964-21-03* —
R.C. Pontoise 58 A 1081

Les magasins et les marchés étant toujours pleins de marchandises, il est absurde que le porte-monnaie des consommateurs se vide. Cela ne fait l'affaire de personne.

« Des lecteurs nous demandent d'anciens exemplaires de la Grande Relève à utiliser pour la propagande.
Nous les fournirons gratuitement dans la mesure des bouillons ». Port en sus : 0,05 par exemplaire.

LA PERMANENCE DU M.F.A.
est assurée de 9 à 11 h. les lundis et les jeudis

La permanence des G.S.E.D. est assurée le samedi de 15 à 17 heures.

Dès qu'il n'est plus nécessaire de payer les travailleurs pour qu'ils PRODUISENT L'Etat doit les payer pour qu'ils CONSOMMENT

Qu'explique la «GRANDE RELEVE» ?

Elle est l'organe du **Mouvement Français pour l'Abondance (M.F.A.)**, fondé en 1932 au moment de la grande crise mondiale des années 30. Les nations industrialisées comptaient alors, d'après les statistiques du Bureau International du Travail de Genève, plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc. dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet, on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XXe siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf-dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, **car, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.** Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que prometire de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre, est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais ni trop de soldats, ni trop de bombes, **et l'on ne manque jamais d'argent.**

La Grande Relève prouve :

1°) Que tant qu'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges etc. rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. **Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !**

ELLE INDIQUE LA SOLUTION (VOIR PAGE 15)

PETITS COLIS DE PROPAGANDE

Des lecteurs ont l'heureuse idée de faire envoyer à quelques amis, une documentation sur l'Abondance et l'Economie Distributive. Il convient pourtant de choisir comme destinataires des gens susceptibles de faire l'effort nécessaire pour s'y intéresser.

A cette intention nous avons constitué deux petits colis, A et B, ainsi composés :

COLIS A

RARETE ET ABONDANCE (Duboin)
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections) (Duboin)
L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE
LE DROIT DE PROPRIETE ET L'EGLISE (Chanoine Monin)
POURQUOI MANQUONS NOUS DE CREDITS ? (Duboin)

COLIS B

DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE (Duboin)
L'EVOLUTION SOCIALE DE LA FEMME (Raymonde Curie)
LIBERATION (J. Duboin).
LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ? (Duboin)
POURQUOI MANQUONS NOUS DE CREDITS ? (Duboin)

Prix de chaque colis : 20 F, **frais d'envoi compris.**

CERTITUDE

Sans crainte et sans trève
La Grande Relève
Dit la vérité.
Notre nuit s'achève,
Une aube se lève :
Qui change le rève
En réalité !

F. Cibot

CONSULTATION JURIDIQUE GRATUITE

Aux camarades qui désirent une consultation juridique, nous communiquons le nom et l'adresse de notre conseiller juridique : il la leur fournira gratuitement.

Livres et documents divers sur l'abondance

de **Jacques Duboin :**
LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA MACHINE ..... épuisé
CE QU'ON APPELLE LA CRISE ..... épuisé
KOU L'AHURI ..... épuisé
RARETE ET ABONDANCE ..... F 8
DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE F 8
LIBERATION ..... F 6
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections) ..... F 3
LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ? ..... F 3
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE S'IMPOSE ..... épuisé
EGALITE ECONOMIQUE ..... épuisé
LES YEUX OUVERTS ..... épuisé
POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ? F 3
L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE F 3

d'**ElyséeReybaud :**
L'ECONOMIE QU'IL NOUS FAUT F 10

de **Marcel Dieudonné et René Thuillier :**
ESSAI SUR LA REALISATION D'UNE SOCIETE NOUVELLE (Economie des Besoins) ..... F 1

d'**Aymé Guerrin :**
FAIRE LE SOCIALISME OU MOURIR ..F 3

d'**Henri Jouis :**
RICHESSES INSOUPÇONNEES ..... F 2
REGARDS SUR L'ECONOMIE MONDIALE ..... F 2

du **Chanoine Monin :**
LE DROIT DE PROPRIETE D'APRES L'EGLISE F 1.50

d'**André Laplanche :**
LE PROBLEME HUMAIN, HOMME OU ROBOT ? F 3

de **Joseph Pastor**
PARTIS OU SYNDICAT ? F 5
TUE-LE ! (Critique algébrique du capitalisme). F 10

de **Maurice Laudrain :**
LA VOIE FRANÇAISE DU SOCIALISME (épuisé)

de **Madame Lucienne SILVY :**
LA GRANDE AVENTURE DU XXe SIECLE F 3

de **Madame Raymonde Curie :**
L'EVOLUTION SOCIALE DE LA FEMME ..... F 1

Pour bâtir la France socialiste
10 brochures de propagande ..... F 6

de **Jacques Duboin :**
CONFERENCE SUR L'ABONDANCE (éditée par les Cahiers Laïques) ..... F 2

Le Gérant : Jacques DUBOIN. Imprimerie PAX - 17, rue Saint-Joseph - PARIS